



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
pour les Affaires
Régionales**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE

**Prestations de service de
DEMENAGEMENT ADMINISTRATIF**

**POUR LE COMPTE DES SERVICES DE L'ETAT ET
OPERATEURS PUBLICS
REGION OCCITANIE**

**REFERENCE :
2024PFRAOCC012**

La procédure de consultation utilisée pour la passation du présent accord-cadre est l'appel d'offre ouvert.

CPV : 60100000 Services de transport routier
63120000-6 Services de stockage et d'entreposage.



Table des matières

ARTICLE 1. Les parties	4
ARTICLE 2. Dispositions générales	4
2.1 Objet de l'accord-cadre	4
2.2 Forme et procédure de passation de l'accord-cadre.....	5
ARTICLE 3. Durée de l'accord-cadre.....	5
ARTICLE 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
ARTICLE 5. Clause de réexamen	6
ARTICLE 6. Prestations similaires.....	6
ARTICLE 7. Modalités de passation des commandes.....	6
ARTICLE 8. Sous-traitance.....	7
ARTICLE 9. Achats responsables.....	8
9.1 Clause sociale	8
9.2 Clause environnementale	8
ARTICLE 10. Plan de progrès	9
ARTICLE 11. Avances.....	10
ARTICLE 12. Le prix.....	10
12.1 Contenu du prix.....	10
12.2 Forme du prix	10
12.3 Date d'établissement du prix initial.....	10
12.4 Révision du prix.....	10
12.5 Echéance de révision	11
12.6 La clause butoir	11
Dans le cas une révision de prix entraînerait une hausse supérieure à 5% sur la durée totale de l'accord cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à ce taux plafond de 5%.....	12
12.7 La clause de sauvegarde.....	12
ARTICLE 13. Rythme et modalités de paiement	12
13.1 Rythme de paiement	12
13.2 Modalités de paiement.....	12
13.3 Contenu de la facture	12
13.4 Mode de transmission des factures par le Titulaire.....	13
13.5 Délai de paiement.....	14
13.6 Intérêts moratoires, indemnités forfaitaires et complément pour frais de recouvrement.....	14
13.7 Cession ou nantissement des créances	14

ARTICLE 14. Recours à un prestataire externe, type Assistance à Maîtrise d’Ouvrage	15
ARTICLE 15. Pilotage et suivi	15
15.1 Représentation des parties	15
15.2 Pilotage des prestations.....	15
ARTICLE 16. Obligations.....	16
16.1 Obligation d’information	16
16.2 Obligation de conseil	17
16.3 Obligation de confidentialité	17
16.4 Mesures de sécurité et dispositions relatives au personnel.....	17
16.5 Responsabilité du Titulaire	17
ARTICLE 17. Traitement des données à caractère personnel	17
ARTICLE 18. Pénalités.....	18
Pénalités relatives aux clauses environnementales :.....	19
18.3 Réfaction pour mauvaise exécution des prestations.....	19
ARTICLE 19. Dispositions diverses.....	20
19.1 Langue.....	20
19.2 Secret des affaires	20
19.3 Assurance	20
ARTICLE 20. Dispositif de vigilance.....	20
ARTICLE 21. Résiliation	21
21.1 Résiliation partielle du marché.....	21
21.2 Résiliation du marché.....	21
21.3 Exécution aux frais et risques	21
ARTICLE 21. Différends et litiges	22
ARTICLE 23. Dérogation au CCAG	22

ARTICLE 1. Les parties

Les services de l'Etat et les opérateurs publics, en région Occitanie, se sont coordonnés en groupement de commande en application des articles L.2113-1 et L.2113-6 et suivants du code de la commande publique pour la passation du présent accord-cadre.

Le **Pouvoir Adjudicateur de l'accord-cadre** est le Préfet de la région Occitanie, selon les dispositions des articles L.1211-1 du code de la commande publique. Il représente les services de l'Etat et les établissements publics qui ont adhéré au groupement de commande. Il est chargé de coordonner, pour le compte du groupement, la passation de l'accord-cadre, de le signer et de le notifier. Il s'assure de sa bonne exécution. Il peut également signer et notifier les marchés subséquents, les avenants et plus largement tout acte relatif à cet accord-cadre.

Le **Représentant du Pouvoir Adjudicateur** de l'accord-cadre est le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la région Occitanie. Il est désigné dans la suite de ce document par « *Acheteur* ». En application des articles L.2113-6 et suivants susvisés, il est chargé, entre autres, de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'Etat et des établissements publics concernés. D'une manière générale, l'acheteur représente l'Administration, désigné comme tel.

La **Plateforme Régionale des Achats Occitanie**, désignée dans la suite de ce document par « *PFRA* » est le service au sein de la Préfecture de Région qui, par délégation, est chargée de la coordination des besoins, de la passation, de la consultation et du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Les **services bénéficiaires** sont les services de l'Etat et opérateurs publics adhérents au groupement de commande. Ils procèdent, pour ce qui les concerne et le cas échéant, à la signature et la notification des bons de commande, à la vérification du service fait et au paiement des factures sur leurs crédits propres. Ils sont les acheteurs des bons de commande qu'ils sont amenés à passer et en suivent l'exécution.

Le **responsable de site** est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services bénéficiaires sur chacun des sites. Il est chargé de la gestion du présent marché, et émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Le **comptable assignataire** des paiements sera indiqué sur chacun des bons de commande passés par les services bénéficiaires.

Le **titulaire de l'accord-cadre ou d'un lot de l'accord-cadre** est l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise chargé de l'exécution des prestations. En cas d'allotissement, chaque titulaire d'un lot se verra confier l'ensemble des prestations de ce lot. Le titulaire ou le mandataire du groupement d'entreprises désignera une personne qui sera son représentant attitré auprès de la PFRA.

ARTICLE 2. Dispositions générales

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de déménagement administratif (mobilier de bureau et matériels divers), ainsi que des prestations de garde-meuble et stockage.

L'accord-cadre est passé pour les services de l'Etat et établissements publics situés dans la région Occitanie. La liste des services et établissements publics bénéficiaires des prestations de l'accord-cadre est précisée en annexe 1 du présent CCAP.

Les services ou les sites peuvent entrer sur le marché à une date postérieure à la date de démarrage, en fonction, entre autres, des échéances de leurs contrats en cours.

Ces prestations sont décrites dans le CCTP.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objets des bons de commande produit, conformément à ses engagements contractuels.

2.2 Forme et procédure de passation de l'accord-cadre

a) La procédure de consultation

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert prévues aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

b) La nature de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire en application de l'article R.2162-9 du code de la commande publique

c) La forme de l'accord-cadre

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, le présent accord-cadre s'exécutera directement par bons de commande.

d) Allotissement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloté conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du code susvisé selon la décomposition suivante :

N° du Lot	Zone géographique	Montant maximum (HT) sur la durée totale du lot concerné*
1	Haute-Garonne, Ariège, Hautes-Pyrénées, Gers, Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot et Aveyron	1 500 000
2	Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Gard et Lozère	1 500 000

***Le montant maximal indiqué ne reflète pas le volume financier des services adhérents, il s'agit d'un montant maximal calculé sur la base d'un estimatif fortement majoré. Il tient compte des aléas pouvant intervenir en cours d'exécution avec l'intégration de nouveaux services bénéficiaires, les révisions du prix, ajout de nouvelles prestations ...**

ARTICLE 3. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois à compter de la notification, reconductible deux fois par période d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

En cas de non reconduction, l'acheteur notifiera sa décision au titulaire au plus tard deux mois avant l'échéance du marché, par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception.

ARTICLE 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- a) L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;

- b) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, communes à tous les lots ;
- c) Le cahier des clauses techniques (CCTP) et son annexe commune à tous les lots ;
- d) Le cahier des clauses administratives générale applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre mais chaque titulaire peut le consulter sur le site internet suivant :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- e) Le mémoire technique du titulaire ;
- f) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution.

Les modifications unilatérales suivantes seront appliquées par la voie d'un ordre de service ou d'un certificat administratif à l'accord-cadre :

- Suppression ou ajout d'un site à une date postérieure à la notification de l'accord-cadre
- Changement de dénomination sociale, adresse, SIRET, RIB...
- Fusion, absorption du titulaire....

Les modifications suivantes feront l'objet d'un avenant à l'accord-cadre :

- Suppression ou ajout d'un service à une date postérieure à la notification de l'accord-cadre

Les avenants à l'accord-cadre sont conclus par la PFRA.

Les certificats administratifs et les ordres de services à l'accord-cadre sont conclus par la PFRA.

ARTICLE 6. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, pourra être passé avec le titulaire de l'accord-cadre ou avec le titulaire du marché subséquent pour des prestations similaires à celles du marché initial.

Ce nouveau marché sera alors négocié directement par la PFRA avec le titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 7. Modalités de passation des commandes

a) Demande initiale du service bénéficiaire

Le service bénéficiaire prend contact avec le titulaire du lot de l'accord-cadre couvrant son site (courriel avec accusé de réception du titulaire) pour lui demander un devis.

b) Établissement du devis

Pour établir son devis, le titulaire doit effectuer une visite technique préalable des locaux (cf. article 7.1 du CCTP). Il ne peut pas invoquer, après notification du bon de commande, la méconnaissance des lieux et de leurs caractéristiques.

Il appartient au titulaire de signaler en temps utile, et obligatoirement avant remise du devis, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et de demander les éclaircissements nécessaires.

A compter de la sollicitation initiale du service bénéficiaire, le titulaire dispose de dix (10) jours calendaires maximum pour effectuer la visite technique et remettre le devis au service. Passé ce délai, le service pourra appliquer des pénalités voire faire appel à une tierce personne comme stipulé à l'article 18 du présent document.

L'offre technique et financière (devis) comprend obligatoirement les éléments suivants:

- Description des prestations et de leurs modalités ;
- Date de début des prestations et délais d'exécution auquel le titulaire s'engage (préparation et remise en état inclus) ;
- Pour chaque ligne de poste, références du BPU, libellé des prestations, prix unitaire en €HT, quantités, le cas échéant prix des prestations hors BPU, et prix total en €HT ;
- Les éventuelles demandes d'acceptation de sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par acte spécial (DC4) ;
- Montant total en €HT, montant de la TVA, montant total TTC

Le devis est valable **soixante (60) JOURS**.

La visite préalable de site et l'établissement du devis ne donnent pas lieu à rémunération.

c) Contenu du bon de commande

Selon les dispositions de l'article 3.7 du CCAG-FCS, la notification du bon de commande vaut lancement des prestations au titre de l'année concernée.

Le bon de commande à une durée maximale d'exécution de douze mois.

Les bons de commande sont établis par chaque service bénéficiaire et transmis au titulaire. Ils comportent notamment les données de référence suivantes :

La prestation	Le service	Les données comptables	Le titulaire
Date de la commande	Raison sociale	Référence du marché (numéro de commande Chorus ou autre système d'information)	Raison sociale
Objet Détail des prestations	Adresse de facturation	Référentiel du service dépensier (en charge du traitement financier)	Siège social SIRET RIB
Période de référence	Référentiel budgétaire	Référentiel du comptable assignataire de la dépense	
Délais d'exécution (ou date d'intervention)		Adresse de facturation Taux et montant de la TVA Autres taxes liées à l'exécution Prix HT et TTC	

ARTICLE 8. Sous-traitance

Les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Ces articles disposent notamment que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Le DC4 doit être impérativement remis à la PFRA pour accord et signature.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

ARTICLE 9. Achats responsables

9.1 Clause sociale

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

Heures d'insertion sociales :

Le maître d'ouvrage prévoit de réserver, à l'occasion de l'exécution du marché, le nombre d'heures suivant :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales
LOT 1	175 heures par an
LOT 2	175 Heures par an

L'ensemble des dispositions relatives à l'exécution de la présente clause sont détaillées à l'annexe 2 du CCAP.

9.2 Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les pratiques les moins impactantes sur l'environnement.

En particulier, il respecte des clauses suivantes :

a) *BEGES et plan de transitions associé du titulaire*

Seulement pour les entreprises soumises au BEGES (>500 à salariés).

En application de la circulaire « Engagements pour la transformation écologique de l'Etat » (circulaire de la Première ministre n°6425SG du 21 novembre 2023), il est exigé des titulaires soumis à l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de trois (03) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché. Un nouveau BEGES (et plan de transition) sera communiqué à l'acheteur si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée via la page de l'ADEME <https://bilans-ges.ademe.fr/>

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan de transition via leur rapport de performance extra-financière ; ils indiqueront le lien à l'acheteur.

b) Qualité environnementale des véhicules routiers utilisés pour le marché

Le présent article s'applique aux véhicules mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché que la prestation soit réalisée en flotte propre ou externalisée.

Le titulaire adresse à l'acheteur annuellement sous format électronique, en accès libre et facilement exploitable, un **tableau synthétique sur la caractérisation des flottes de véhicules utilisés dans le cadre de l'exécution du marché** (norme EURO, thermique, électrique ou hybride...etc). Il fournit à la demande de l'acheteur, tout document permettant d'attester de ces caractéristiques (ex. certificat de conformité du véhicule, certificat d'immatriculation).

c) Formation des conducteurs à l'écoconduite

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima 1 fois sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de la formation et au plus tard le 31 octobre de la deuxième année de marché, sous format électronique facilement exploitable, les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

d) Communication annuelle du bilan de l'impact carbone des prestations de déménagement

Le titulaire communique à l'acheteur à date anniversaire le bilan de l'impact carbone de l'ensemble des opérations de déménagement effectuées. Ce bilan mentionne le nombre de kilomètres effectués lors des opérations de transport et de transfert externe et les émissions de CO2 générées. Ce bilan carbone détaille les données par ministère et établissement public.

ARTICLE 10. Plan de progrès

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Dans cette perspective, les parties conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès dans un délai d'un an après la notification de l'accord-cadre.

Le plan de progrès s'articule autour des axes définis, ci-après : identification des solutions, produits et matériels innovants susceptibles d'être mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

La démarche est initiée par le titulaire du contrat à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Il présente des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer le plan de progrès initial.

Les parties conviennent d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir annuellement un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et le cas échéant propose des ajustements du plan de progrès initial.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations de l'accord-cadre, notamment les conditions d'exécution financière, il donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations de l'accord-cadre, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courriels entre les parties.

ARTICLE 11. Avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande directement ou par un marché subséquent, l'acheteur accorde une avance pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 20 000 euros hors taxe et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'avance correspond à 30% du montant en euros TTC du bon de commande, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Pour les autres entreprises le montant de l'avance correspond à 20% du montant en euros TTC du bon de commande.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours, à compter de la date de notification du bon de commande. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire tel qu'il est prévu aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, soit la totalité sur la facture unique, soit il commencera dès lors que le paiement atteindra 65% du montant TTC du marché ou du bon de commande et devra être terminé lorsque les prestations exécutées atteindront 80% du montant TTC du marché ou du bon de commande.

ARTICLE 12. Le prix

12.1 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, et tous les frais y afférents.

12.2 Forme du prix

Le marché est traité à prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix du marché sont ceux figurant en annexe de l'acte d'engagement, établis en euros hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.3 Date d'établissement du prix initial

Les prix du présent marché sont fermes pendant la 1^{ère} année du marché.

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes financières est le mois de remise des offres.

Ce mois est appelé mois « zéro » ou « M0 », il correspond au mois de « *Janvier 2025* ».

12.4 Révision du prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles à la hausse comme à la baisse, selon les conditions indiquées ci-dessous :

Formule	Indice et designation
$P_n = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (I_n/I_0)]$	Indice INSEE des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 49.42 – Services de déménagement (identifiant 010766818).

P_n= prix révisé €HT, à appliquer pour la période annuelle N ;

P₀= prix initial €HT de l'accord-cadre;

I_n= valeur de l'indice INSEE des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 49.42 – Services de déménagement (identifiant 010766818) correspondant au dernier indice connu publié à la date de révision ;

I₀= même indice en valeur de base de l'accord-cadre du mois Mo de la date limite de remise des offres.

Si l'indice était arrêté au cours de l'exécution de l'accord-cadre, la PFRA sera seule décisionnaire du choix de l'indice de remplacement.

Selon les dispositions de l'article 10.1.2 du CCG-FCS, les prix révisés sont arrondis au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés n'ont pas à être constaté par avenant.

12.5 Echéance de révision

A compter du 1^{er} janvier 2026, les prix seront révisables selon les conditions indiquées ci-dessous.

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'appliquent à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre.

Les prix sont révisés une fois l'an pour la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année suivante et dans la limite de la durée du présent accord-cadre.

Le titulaire transmettra à la PFRA pour validation au plus tard le 31 octobre de chaque année, le taux de révision et le BPU (annexe 1 à l'AE) révisé applicable pour l'année suivante et dans la limite de la durée de l'accord-cadre.

En cas de silence du titulaire au-delà du 31 octobre, les prix sont réputés reconduits à l'identique. Le titulaire ne peut procéder à aucune modification unilatérale de ces prix.

La PFRA se réserve la possibilité d'appliquer une révision du prix et ce même en l'absence de sollicitation de la part du titulaire.

L'indice de révision appliqué sera le dernier indice connu et publié de façon définitive au moment de la demande de révision des prix par le titulaire. Aucun indice provisoire ne sera pris en compte.

Les documents contenant le détail du nouveau calcul de la révision et les nouveaux tarifs (BPU) seront envoyés par le titulaire à l'acheteur, pour validation, à l'adresse mail suivante : pfra@occitanie.gouv.fr

La PFRA transmettra au titulaire une décision de révision pour la période concernée.

12.6 La clause butoir

Dans le cas où la révision entraînerait une hausse supérieure à 3% au cours d'une année d'exécution, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix, sur cette année, à ce taux plafond de 3%.

Dans le cas une révision de prix entraînerait une hausse supérieure à 5% sur la durée totale de l'accord cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à ce taux plafond de 5%.

12.7 La clause de sauvegarde

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure à 7% sur la durée totale de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 13. Rythme et modalités de paiement

13.1 Rythme de paiement

La prestation sera facturée sur service fait à la fin de l'exécution des prestations objets du bon de commande.

13.2 Modalités de paiement

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements des prestations afférentes aux bons de commande sont à la charge de chaque service bénéficiaire. Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par le service bénéficiaire.

Les factures sont adressées aux responsables des services bénéficiaires, dont les coordonnées figurent aux bons de commande.

Les factures doivent parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaines à leur réception, aux adresses indiquées dans les bons de commande ou de façon dématérialisée sur Chorus Pro.

Les paiements seront effectués par virement au compte bancaire du titulaire.

Par dérogation, et après accord tacite des deux parties et pour des bons de commande dont la durée d'exécution de la prestation est supérieure à trois mois, les paiements seront échelonnés.

13.3 Contenu de la facture

La facture est adressée aux responsables des services de l'Etat dont les adresses figurent sur le bon de commande. Sauf demande particulière d'un bénéficiaire, la facture regroupe l'ensemble des sites concernés par un même service.

La facture devra comprendre les éléments ci-dessous :

Identification du titulaire : raison sociales, adresse, siège social et SIRET, code APE
La date d'émission de la facture et numéro de facture
Les références du bon de commande ou du marché subséquent (numéro d'engagement juridique (EJ), date d'émission, montant)
Le code du service bénéficiaire (ou le code d'identification du service en charge du paiement mentionné au bon de commande)
Le code du service exécutant (mentionné au bon de commande)
Le numéro et date de l'accord-cadre
Le numéro de référence et date du bon de commande
La désignation des prestations

La période de référence de la prestation
Le périmètre géographique de la prestation
La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
Les modalités de règlement
Le prix unitaire hors taxes (HT) et TTC des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
Le montant total hors taxes (HT) et TTC de la prestation, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
Le taux de TVA
Le montant de l'avance forfaitaire ou déduction ou versement complémentaire
Le RIB (IBAN BIC)

La facture est obligatoirement accompagné d'une copie du bon de commande.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord-cadre lui retournée, le délai global de paiement étant interrompu.

Un RIB conforme à celui indiqué lors de la notification de l'accord-cadre est joint à l'envoi. En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord-cadre, celui-ci doit être transmis sans délai à l'acheteur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

13.4 Mode de transmission des factures par le Titulaire

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- De l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique
- Du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique codifiant dans le code de la commande publique le décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 relatif à la facturation électronique
- De l'arrêté du 14 décembre 2021 modifiant l'arrêté du 09 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission électronique des factures.

a) Raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système

Par transfert de fichier (en mode EDI-Echange de Données Informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par des flux issus des système d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

En utilisant des web services (en mode API- Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisir de factures, le suivi du traitement de factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail CHORUS Pro accessible par internet

Adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le portail Chorus Pro permet de :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/saisir-un-ticket-et-suivre-son-traitemnt/#1524064942019-c54f6a57-7923> rubrique « nous contacter »

c) Autres modes de transmission

Le cas échéant, les factures pourront être établies en un seul original et envoyées à l'adresse figurant sur le bon de commande. Il est précisé que l'envoi d'une facture par courrier ne doit pas être « doublé » par une transmission électronique.

13.5 Délai de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, ou tout autre personne habilitée à cet effet. Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

La date de réception de la demande de paiement ne peut faire l'objet d'un accord contractuel entre l'acheteur et son créancier.

13.6 Intérêts moratoires, indemnités forfaitaires et complément pour frais de recouvrement

Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux articles L2192-12 et suivants, R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.7 Cession ou nantissement des créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 14. Recours à un prestataire externe, type Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Les services bénéficiaires qui le souhaitent pourront recourir aux services d'un prestataire externe dans le cadre d'un accompagnement à la bonne exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle ou de suivi des prestations réalisées.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires

ARTICLE 15. Pilotage et suivi

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre l'Acheteur, le(s) service(s) bénéficiaire(s) et le Titulaire.

15.1 Représentation des parties

a) Représentation de l'Acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie au(x) titulaire(s) toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s).

b) Représentation du service bénéficiaire

Dès la notification du marché, le service ordonnateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le service ordonnateur en cours d'exécution du marché.

Le service ordonnateur notifie au(x) titulaire(s) toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s).

c) Représentation du Titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.
Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

15.2 Pilotage des prestations

a) Réunion de démarrage des prestations

La PFRA organise dans les meilleurs délais à compter de la notification de l'accord-cadre une réunion de cadrage avec les titulaires et les services bénéficiaires. Réunion au cours de laquelle le représentant

de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est notamment de :

- Présenter l'organisation;
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- Rappeler la nature des livrables ;
- Rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- Agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes rendus, etc.) ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

b) Bilan annuel

Le titulaire établit et transmet, dans un délai d'un (1) mois après la date d'anniversaire de l'accord-cadre, un rapport d'activité à la PFRA à l'adresse suivante : pfra@occitanie.gouv.fr.

Ce rapport comprend notamment :

- les restitutions statistiques comportant a minima par service les différentes prestations, leur volume, les prix appliqués, les dates de commande et d'exécution ;
- une liste exhaustive des incidents ou imprévus rencontrés ;
- les solutions mises en place pour remédier aux éventuels effets de ces incidents ;
- le résumé des actions effectuées en termes de performance sociale et environnementale

Si le titulaire estime nécessaire d'alerter sur l'évolution de l'exécution de la prestation, il adresse à la PFRA un bilan intermédiaire.

c) Réunion d'avancement et suivi

En tant que de besoin, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations réalisées, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée.

Les comptes rendus sont rédigés par le titulaire et remis au service bénéficiaire, à l'initiative de la réunion, et à la PFRA, sous format électronique, au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la réunion. Les services bénéficiaires peuvent solliciter l'appui de la PFRA dans le cadre des réunion d'avancement et de suivi.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement est faite par le représentant du titulaire par le biais d'un plan d'actions suivi jusque son entière réalisation.

Le titulaire présente ses analyses et conseille l'acheteur, au regard des conclusions émises.

ARTICLE 16. Obligations

16.1 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Lors de ses visites, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site, afin de lui fournir toutes explications et renseignements dont il aurait besoin.

16.2 Obligation de conseil

Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil.

Le titulaire exerce cette obligation s'il se rend compte de difficultés particulières au titre de ses prestations. Il prévient l'acheteur en listant les risques et propose des actions pour les réduire et y remédier.

16.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la PFRA (pour les informations données dans l'accord-cadre) et du service bénéficiaire (pour les informations données dans les bons de commande), divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le service bénéficiaire pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

16.4 Mesures de sécurité et dispositions relatives au personnel

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le personnel relevant du titulaire respecte les règlements intérieurs des services ordonnateurs, notamment en ce qui concerne l'accès aux locaux des sites sensibles et doit transmettre les documents administratifs mentionnés ci-dessous:

- une carte nationale d'identité (CNI) ;
- une attestation indiquant que l'agent est bien employé par le titulaire ou copie du contrat de travail ;
- le bulletin n° 2 du casier judiciaire.

En cas d'insatisfaction dûment justifiée d'un service ordonnateur de l'attitude ou du travail d'un membre du personnel d'un titulaire, il peut exiger de ce titulaire son remplacement immédiat pour les prestations en cours et/ou à venir.

16.5 Responsabilité du Titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP.

ARTICLE 17. Traitement des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement

réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées

ARTICLE 18. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, sauf stipulation contraire.

Les pénalités peuvent être précomptés sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes ou constituer un élément du décompte général.

Les délais de décompte des pénalités sont calculés en jours calendaires.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en montant hors taxes.

Par dérogation au CCAG FCS le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler à la personne publique avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait qui font obstacles à la bonne exécution de la prestation pour le cas échéant solliciter une prolongation de délai que l'administration n'est pas tenu d'accorder.

Lorsque le retard est imputable à la personne publique, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Désignation	Article	Délai	Pénalité associée (dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS)
Visite préalable et remise du devis	CCAP art. 8 CCTP art. 7.1	10 jours à compter de la date de l'AR de la demande	50 €/jour de retard
Respect de la date de début et de la durée d'intervention	CCTP art. 7.1	Précisé dans le calendrier d'exécution	200 €/jour de retard
Retard de livraison des fournitures	CCTP art. 7.1	5 jours à compter de la date de commande	50 €/jour de retard
Livrables (synthèse annuelle des commandes, bilans)	CCAP art.15.2	Synthèse annuelle : Dans les 30 jours qui suivent la date anniversaire de l'accord-cadre	50 €/jour de retard
Enlèvement des protections et de leurs déchets	CCTP art.7.3	Le jour de admission des prestations	100 € par local et par jour de retard
Présence d'une personne sans autorisation préalable (sur site sensible)	CCAP art.16.4	Le jour de la constatation	100 €

Manquement aux engagements du prestataire*		Sans mise en demeure préalable pour chaque dysfonctionnement constaté.	200€
---	--	--	------

***Pénalités pour manquement aux engagements du prestataire :**

Le titulaire s'engage à respecter sa méthodologie générale d'exécution détaillée au mémoire technique. Une pénalité forfaitaire de 200€ sans mise en demeure préalable sera appliquée pour chaque dysfonctionnement constaté et non prévu au présent article ne mettant pas en péril l'exécution de la prestation mais traduisant un niveau moindre de qualité de prestation comparativement aux engagements pris par le candidat dans son mémoire technique (ex : qualité du service, mode opératoire, matériel mis à dispositions...)

Pénalités relatives à la clause sociale :

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion article 9.1 du présent CCAP (conformément à l'article 16.1.5 du CCAG-FCS) sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50€ HT par nombre d'heures d'insertion non réalisées
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100€ HT par jours de retard et par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse. Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues dans l'annexe. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

Pénalités relatives aux clauses environnementales :

Pour tout manquement aux dispositions environnementales prévues aux articles :

- Article 9.a BEGES et plan de transition du titulaire
- Article 9.b Qualité environnementale des véhicules routiers utilisés pour le marché spécifique
- Article 9.c Formation des conducteurs à l'écoconduite

100 € par non-conformité constatée et 50 € en cas de défaut de transmission des documents exigés aux articles 9 a) b) c) par jour de retard et par document.

18.3 Réfaction pour mauvaise exécution des prestations

Le titulaire s'engage à garantir un niveau de qualité de ses prestations tout au long de l'exécution du marché tel qu'il a été exigé dans le CCTP. L'exécution aux frais et risques peut être appliquée en cas de mauvaise exécution répétée des prestations et ce jusqu'à un engagement ferme du titulaire à exécuter ses prestations dans le respect des prescriptions contractuelles du présent marché.

Dans le cas où la prestation exigée initialement n'est pas réalisée conformément aux règles de l'art, le titulaire du marché est tenu de reprendre intégralement la prestation à ses frais sous un délai de 15 jours à compter de la notification d'une mise en demeure par l'acheteur. L'acheteur se réserve la possibilité de résilier dans le cas où le ou les remplaçants du ou des intervenants n'est pas assuré dans un délai d'un (1) mois à compter de l'application de la réfaction.

ARTICLE 19. Dispositions diverses

19.1 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

19.2 Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

19.3 Assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 20. Dispositif de vigilance

Afin de simplifier et sécuriser la transmission des documents, les documents mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique et aux articles D-8222-5 et suivants du code du travail sont à déposer sur la plateforme : <http://www.e-attestations.com>.

Le service de dépôt des documents est gratuit.

Ces documents seront à déposer dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception du courrier d'attribution, et tous les six (6) mois pour les documents le nécessitant. Il s'agit des documents suivants :

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour ce marché
- Les certificats annuels attestant du paiement des cotisations fiscales et sociales
- L'attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle

Cette demande vaut aussi pour les sous-traitants.

Si le titulaire est déjà inscrit, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (DGFIP, URSSAF,), pourraient déjà être déposées sur le compte.

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire devra communiquer au réservataire tout changement dans ces contrats d'assurance. L'accord-cadre peut être résilié de plein droit à défaut de réception desdits documents dans les délais fixés.

ARTICLE 21. Résiliation

21.1 Résiliation partielle du marché

La PFRA peut procéder à la résiliation partielle de l'accord-cadre, soit pour motif d'intérêt général donnant droit à indemnisation du titulaire, soit en raison d'une faute commise par le titulaire du marché, sans indemnisation du titulaire. Il est fait application de l'article R2191-30 du code de la commande publique.

21.2 Résiliation du marché

Les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent.

21.3 Exécution aux frais et risques

Suite à une résiliation prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire défaillant. Ainsi dans le cas où la prestation facturée serait supérieure au prix du marché initialement conclu, le titulaire devra rembourser la différence à l'acheteur.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit, cependant, fournir toutes les informations recueillies et mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'acheteur.

S'il en résultait une différence de prix au détriment de l'acheteur, cette différence serait mise de plein droit à la charge du titulaire défaillant et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire la diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. Différends et litiges

L'accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec des échanges direct et avant toute saisine des juridictions compétentes l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au médiateur de la Préfecture de région Occitanie, Monsieur Pascal SOLEIL. Il est une tierce partie sans pouvoir décisionnel sur la procédure, il a pour mission d'aider les parties qui ont en exprimé la volonté de trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Le médiateur interne peut être saisi par courriel : mediateur-sgar-achats@occitanie.gouv.fr

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

Adresse	Contact
Tribunal Administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV 31068 Toulouse	Tel : 05 62 75 57 57 Site : http://toulouse.tribunal-administratif.fr/

ARTICLE 23. Dérogation au CCAG

L'article suivant du présent CCAP déroge au CCAG-FCS :

- Article 18 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS